



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

AVIS DE VACANCE DE POSTE (CADRE ORGANIQUE): IRC2280

Date de publication: 12 février 2013

Date limite de dépôt des candidatures: 12 mars 2013

TITRE FONCTIONNEL:	Juriste	CLASSE:	P-2
		LIEU D'AFFECTATION:	Rome (Italie)
UNITE ADMINISTRATIVE:	Sous-division du droit administratif (LEGP)	DUREE *:	De durée déterminée: deux ans
	Bureau des affaires juridiques et de l'éthique (LEG)	CODE/N° DU POSTE:	0038156
		CODE CCOG:	1G01

Les candidatures de femmes possédant les qualifications requises ainsi que les candidatures de ressortissants qualifiés d'États Membres non représentés ou sous-représentés sont encouragées.
Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler.
Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous l'autorité générale du Chef de la Sous-Division du droit administratif (LEGP) et sous la supervision directe d'un ou de plusieurs juristes principaux, fournir des avis juridiques et entreprendre des activités de recherche et de rédaction ayant un rapport direct avec le droit du travail et le droit administratif, les plaintes des employés, les recours internes et les cas susceptibles de mesures disciplinaires y compris les cas de harcèlement. Plus précisément:

- effectuer des recherches et des analyses de documentation pour la préparation des réponses de l'administration aux recours, ainsi que des diverses observations de l'Organisation au Comité de recours;
- effectuer des recherches sur les tendances et les questions systémiques dans la jurisprudence du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (TAOIT) et du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, et préparer des résumés illustrant les jugements rendus;
- examiner les cas de licenciements, les procédures disciplinaires, les plaintes pour harcèlement et les recours et préparer la documentation correspondante;
- donner des avis et rédiger des projets de réponses aux demandes d'information sur le droit administratif;
- procéder à un examen préliminaire des amendements aux politiques et procédures et formuler des recommandations à ce sujet;
- participer aux réunions de la Division et inter-divisions et aux groupes de travail chargés d'activités connexes; et s'acquitter d'autres tâches connexes qui pourront lui être confiées.

CONDITIONS MINIMALES À REMPLIR

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes:

- Diplôme universitaire en droit
- Trois ans d'expérience professionnelle comme juriste praticien ou conseiller juridique dans le domaine du droit du travail ou du droit administratif et/ou des litiges, ou dans une discipline apparentée au sein du secteur privé et/ou dans un environnement international
- Connaissance courante de l'anglais, de l'espagnol ou du français et connaissance moyenne de l'une des deux autres langues, ou de l'arabe, du chinois, ou du russe

CRITÈRES DE SÉLECTION

Les candidats seront sélectionnés en fonction des critères suivants:

- Connaissance du droit (de préférence droit administratif et/ou du travail), en particulier l'application de principes, concepts et politiques juridiques à l'examen d'une gamme de questions et de documents juridiques
- Étendue et pertinence de l'expérience des questions ayant trait au droit administratif ou droit du travail
- Compétences avérées en matière d'analyse et aptitude à effectuer des recherches juridiques sur une gamme de questions assez complexes de nature juridique ou touchant aux ressources humaines, à analyser des données et à proposer des recommandations
- Qualité des compétences en matière de communication, tant orale qu'écrite, en anglais
- Connaissance courante du français serait un atout
- Faire preuve d'un bon jugement et savoir traiter avec discrétion les questions confidentielles
- Aptitude à travailler de façon efficace en équipe, dans un esprit d'entraide et en favorisant un cadre de travail constructif

Prière de noter que les candidats doivent posséder une bonne connaissance de l'informatique et des logiciels de traitement de texte et doivent pouvoir travailler avec des personnes de nationalités et de cultures différentes.

* Dans le cas des candidats employés par la FAO, la durée de l'engagement sera déterminée en fonction des règles en vigueur sur la prolongation des engagements.

RÉMUNÉRATION

L'Organisation offre une rémunération (traitement et indemnités) compétitive. Pour tout renseignement sur les traitements, indemnités et autres prestations relevant du régime commun des Nations Unies, voir: <http://icsc.un.org/>

Pour présenter votre candidature visitez le site internet de iRecruitment

<http://www.fao.org/employment/irecruitment-access/en/>

et complétez le dossier de candidature en ligne

Afin d'être en mesure d'évaluer correctement votre candidature, nous vous prions de vous assurer que vous avez rempli toutes les sections de votre dossier de candidature en ligne.

Prière de noter que les membres du personnel de la FAO sont des fonctionnaires internationaux placés sous l'autorité du Directeur général et qu'ils peuvent être affectés à toute activité ou tout service de l'Organisation.

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR